

Dissertation: La définition du consommateur:

Selon une règle traditionnelle de droit *civil*, "**le contrat fait la loi des parties**", dans la mesure où il n'inclut rien d'illégal. Cette approche ne tient pas compte de la situation d'inégalité dans laquelle un consommateur se retrouve souvent face à un professionnel en effet le consommateur représente une faible partie dans le contrat. Le contrat est une notion fondamentale de la vie en société. En effet les rapports humains résident en effet pour l'essentiel sur les relations contractuelles. Il désigne un acte qui engendrent un accord, entre deux parties. C'est ainsi que le consommateur est au sens juridique une personne qui conclut avec un professionnel un contrat lui conférant la propriété, le bien ou un service destiné à un usage personnel ou familial. Le consommateur est une partie qui ne peut seulement adhérer ou non à un ensemble de clauses. C'est en effet ce que l'on appelle le contrat d'adhésion. En France, on ne trouve aucune définition du terme consommateur dans la loi. En effet, le législateur en invoque le terme mais n'a jamais encore tenté de le définir. On peut donc dire que la notion de consommateur évolue au cours du temps avec la jurisprudence et la doctrine qui tente de le définir. En droit communautaire, la notion de consommateur désigne des personnes physiques agissant dans un but étranger à son activité professionnelle. Les personnes morales sont donc exclues.

Ainsi le législateur a donc dû intervenir pour protéger le consommateur et pour rétablir l'équilibre du contrat. Le consommateur étant un élément constitutif du contrat quoique faible, il fait donc naître des obligations. Par conséquent quels sont ces obligations? Comment le législateur va-t-il réussir à protéger le consommateur du professionnel? Ainsi nous pouvons voir que le but de le définir est implicitement celui de le protéger. En effet le consommateur ne pourra être protégé que si l'on connaît ces droits. Il semble en effet raisonnable de ne pas entendre le sujet de cette dissertation comme une invitation à ne définir que le terme de consommateur, en effet elle y implique de voir comment sont gérés les droits du consommateur afin de le protéger.

Il convient donc de voir qu'une définition unique et universelle du consommateur n'a pas été envisagée. En effet il existe quelques différences entre le droit communautaire et le législateur Français entendant deux acceptations de la notion de consommateurs (1). Avant de préciser ainsi la volonté du législateur de protéger le consommateur, qui est une partie faible. C'est ainsi que nous connaîtrons les droits des consommateurs. (II)

Le consommateur d'un point de vue économique et acteur et dépense de l'argent. Cependant comme nous l'avons vu il est aussi une partie faible du contrat. Comment peut-on le définir ?

La difficulté de définir clairement la notion de consommateur résulte des textes et de leurs contradictions. Certains textes incluant le consommateur expressément ne profitent qu'aux personnes physiques alors que d'autres textes n'excluent que certaines personnes morales.

C'est pourquoi il existe ainsi des controverses sur la définition de consommateur

I- Sujet de controverses sur la notion de consommateur:

a- La notion de consommateur restreinte par le droit communautaire:

En Europe, les consommateurs peuvent voir leurs droits se fragiliser en raison des pratiques différentes entre chaque pays. Tout d'abord dans un premier temps le droit communautaire obligera le législateur Français à une évolution. En effet la directive communautaire du 5 avril 1993 concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs sera transposée par une loi n° 95-96 de la loi du 1^{er} février 1995 dans le Code de la Consommation.

Dans le droit communautaire, la notion de consommateur est plus réduite. En effet dans un arrêt du 22 novembre 2001, la Cour de Justice des communautés Européennes explicite que la protection du consommateur vise exclusivement les personnes physiques. Ainsi ne faisant aucune place aux personnes morales. La 1^{ère} chambre s'est prononcée de nouveau le 15 mars 2005, «si par l'arrêt du 22 novembre 2001 la Cour de Justice des communautés Européennes a dit pour droit: «la notion de consommateur telle que définie dans la directive de 1993 doit être interprétée en ce sens qu'elle vise essentiellement des personnes physiques», Cependant la notion distincte de non-professionnel utilisée par le législateur français n'exclut pas les personnes morales de la protection des consommateurs contre les clauses abusives. Nous devons remarquer que si le législateur ne tranche pas, la jurisprudence a pour effet d'entendre le bénéfice aux personnes morales.

b- Le consommateur : une notion encadré par le législateur Français:

La notion de consommateur a donné d'abondant interrogation sur celle ci puis une juridiction. L'expression «non professionnel ou consommateurs» est ambiguë. Elle peut faire l'objet de plusieurs acceptations. En effet entendue strictement, elle vise simplement le particulier qui conclut pour la satisfaction de ces besoins personnels ou familiaux, un contrat de fourniture de biens ou de services. Entendue plus largement, la notion de consommateur englobe le professionnel qui contracte pour les besoins de sa profession un contrat qui est en dehors de son domaine de compétence. La jurisprudence a en effet varié entre ces deux acceptations. A l'heure actuelle, il semble que le professionnel puisse être assimilé à un consommateur lorsque son domaine d'activité ne coïncide pas avec le co contractant et avec son état d'ignorance qui ne lui permet pas d'apporter d'appréciation claire et éclairée.

fluctuante. La directive du 5 avril 1993, contient une définition restrictive du consommateur. En effet il est considéré comme une personne physique n'entrant pas dans le cadre d'une activité professionnelle; la loi française vise non seulement le consommateur mais aussi le "non professionnel". Le non professionnel désigne alors une personne qui n'agit pas dans le cadre de sa profession. Dans un arrêt du 28 avril 1987 par la première chambre civile, la cour de cassation a admis une définition plus extensive du consommateur. En jugeant qu'une personne morale pouvait bénéficier de la protection que le consommateur bénéficie sous la condition qu'elle soit dans le même état d'ignorance que n'importe quel consommateur.

Ensuite la jurisprudence a adopté une vision plus restrictive en délimitant le domaine de protection aux contrats n'ayant pas un rapport direct avec son activité professionnelle. Notamment dans un arrêt de la cour de cassation du 24 novembre 1993.

La protection du consommateur est une préoccupation ancienne. Cependant, le passage à une société de consommation va rendre nécessaire cette protection du client. En effet celui ci est ignorant et isolé face au professionnel qui jouit d'une supériorité à la fois technique, économique et juridique. Le consommateur est notamment une partie faible du contrat, en effet ce n'est lui qui participe à l'élaboration du contrat. Ainsi il a juste à le signer, sans parfois lire l'intégralité du contrat. Ce contrat peut contenir des clauses abusives au détriment du consommateur. C'est pourquoi l'article 321 du code de la Consommation tente de protéger le consommateur.

II- Volonté de protection du consommateur a par le législateur:

a-Volonté de Contracter: le Consentement:

Selon le code civil le contrat suppose le consentement des parties qui suppose le choix de contracter ou de ne pas contracter. Ainsi cette liberté concerne la liberté du choix du contractant. Puis la liberté de discuter des clauses faisant parties intégrantes du contrat. Le **consentement** est, en effet dans la création d'un acte juridique, l'adhésion d'une partie à la proposition faite par l'autre. L'échange des consentements entraîne l'accord de volonté qui lie les parties. Le principe de l'autonomie de la volonté est donc nécessaire dans un contrat. En effet le consommateur existe dans le seul cadre du consentement. Ainsi sans consentement, il n'y a point de consommateur, nous pouvons donc dire que le consentement est l'essence du consommateur. Un contrat peut-il être annulé pour vice de consentement? Un arrêt de la cour de cassation du 10 juillet 2001, rejette la demande d'un homme qui avait effectué l'achat de matériel d'impression en vue d'une future activité professionnelle, celui demande le remboursement, cependant la cour a souverainement apprécié les éléments que la cour d'appel avait apprécié. En effet l'achat en vue d'une activité professionnelle a un rapport direct avec cette activité et que l'acheteur s'étant présenté comme un professionnel la qualité de son consentement était requise et ne disposait d'aucun vice.

Il y a donc plusieurs obligations mises en avant pour protéger le consommateur:

l'obligation d'informer le consommateur, de ne pas forcer le consommateur, de contracter avec le consommateur

Ainsi l'erreur, le dol et la violence peuvent causer la nullité du contrat pour vice de consentement. En effet ils sont des atteintes à la volonté libre et éclairée du consommateur. C'est pourquoi les vices du consentement viennent troubler la conclusion du contrat et son élaboration. L'article 1110 du Code Civil définit cette erreur, qui est une cause de nullité de la convention.

Dans le but d'éviter un engagement hâtif de la part du consommateur le législateur impose un certain délai pour que la conclusion soit irrévocable. D'abord il retarde l'échange des consentements. Il accorde au consommateur une faculté de repentir alors que la formation est déjà intervenue. La directive de 2008, sur le crédit de la consommation tend à protéger le consommateur notamment en lui autorisant un délai de rétractation de 7 à 14 jours. Ce délai laissera 7 jours de plus qu'aujourd'hui au consommateur pour trouver un financement plus avantageux à un taux d'intérêt inférieur s'il le

souhaite. Notamment sur le relèvement de 21.500 à 75.000 euros du montant des prêts en dessous duquel les règles de protection en faveur des consommateurs emprunteurs du Code de la consommation s'appliquent automatiquement. Il y a donc une volonté du législateur de protéger le consommateur.

b-Contrôles des clauses des contrats:

Le contrat est l'œuvre exclusive de l'une des parties contractante qui par conséquent en rédige toutes les conditions. Ainsi celle-ci peut contenir des clauses abusives. La loi du 18 janvier 1992 renforce la protection des consommateurs. De plus la directive du 5 avril 1993 concernant les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs. Ces lois ont été ainsi regroupées dans un code de la consommation promulgué par une loi du 26 juillet 1993. La loi du 1^{er} février 1995 sur les clauses abusives, donnent une définition du consommateur, cette réglementation concerne les contrats conclus entre professionnels et non-professionnels ou consommateurs. C'est le cas par exemple de l'article L.132-1 du code de la consommation qui répute non écrites les clauses abusives contenues dans les contrats conclus entre professionnels d'une côté et non professionnels ou consommateurs de l'autre. La clause abusive est une clause qui engendre un contrat inégalitaire au détriment du consommateur ou du non professionnel. Ce déséquilibre se trouve entre les droits et les obligations des parties, cette clause abusive favorise donc le professionnel. Ces clauses abusives ont donné lieu à une abondante jurisprudence.

Dans un arrêt de la cour de cassation du 13 juillet 2006, la cour de cassation a admis que les clauses dans les contrats en cas de doute sont le plus favorable au consommateur. D'autre part la loi n° 78-23 du 10 janvier 1978 sur la protection et l'information des consommateurs dite loi Scrivener a eu pour objectif de lutter contre les stipulations engendrant une injonction contractuelle. Ainsi désormais le caractère de l'abus de puissance économique de l'autre partie a été abandonné en effet pour que ces clauses puissent être sanctionnées quelle que soit la puissance économique du consommateur. Par ailleurs le caractère abusif de la clause s'apprécie au moment de la conclusion du contrat, en se référant à toutes les circonstances qui entourent la conclusion du contrat, de même qu'à toutes les autres clauses du contrat.

Nous devons remarquer que le législateur est intervenu très récemment avec un décret du 18 mars 2009 pour publier deux listes de clauses : clauses noires et clauses grises.

Les clauses noires sont irréfutablement présumées abusives, elles sont contenues dans l'article R132-1 du code de la consommation. Tandis que les clauses grises sont simplement présumées abusives, le professionnel peut tenter de rapporter la preuve qu'elles ne sont pas abusives (R132-2 du code de la consommation).